

Notre-Dame-des-Landes

les partisans passent à la contre-offensive

Elus et socio-professionnels médiatisent à leur tour leur positionnement favorable au projet.



AFP

L'heure de la riposte a sonné pour les partisans de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (NDDL). Elus, parlementaires et socio-professionnels acquis à la cause de ce projet tiennent une conférence de presse mercredi en début d'après-midi sur ce dossier hypersensible. L'objectif est clairement affiché : démonter pièce par pièce la « *présentation caricaturale de bétonnage* » à laquelle les opposants ravalent ce chantier.

Jacques Auxiette, président (PS) de la région des Pays de la Loire ou encore Edmond Hervé, ancien maire de Rennes et sénateur (PS) d'Ille-et-Vilaine, qui comptent parmi les défenseurs historiques de ce projet, devraient contre-attaquer sur le terrain de ses détracteurs. Maintenir en activité et développer Nantes Atlantique, l'actuel aéroport, n'est pas concevable, selon eux, sauf à accepter d'étendre le périmètre des nuisances sonores sur l'agglomération. Impensable et extrêmement coûteux, eu égard aux obligatoires mesures d'adaptation de l'habitat, devraient-ils plaider.

Les partisans du projet NDDL feront également valoir les récentes initiatives annoncées par Matignon pour améliorer le projet. Le comité de scientifiques, chargé de donner son avis les mécanismes de compensation des zones humides englouties par NDDL, doit être installé dans les jours à venir. Son verdict pourrait tomber aux environs de Noël. Aucun défrichage n'est possible d'ici là. Et encore faudra-t-il que ce comité se montre relativement clément. « *Soit son expertise permettra de lever la réserve émise sur le respect de la loi sur l'eau à l'issue de l'enquête publique. Soit il imposera aux maîtres d'ouvrage, l'Etat et Vinci de revoir toute leur copie* », explique un proche du dossier.

A ce dernier stade, la relance d'une procédure d'enquête publique n'est pas à exclure. De quoi retarder, dans ce cas, le démarrage des travaux de six mois par rapport au calendrier prévu.

Ce décalage dans le temps n'est pas vu d'un mauvais oeil par Matignon, qui pense qu'en jouant la montre les tensions sur ce dossier finiront par s'apaiser. La commission du dialogue, annoncée le week-end dernier, elle aussi, « *prendra son temps, de quelques semaines à quelques mois* », indique un autre expert du dossier. Mais apaisement ne vaut pas renoncement. « *Nous ne sommes plus dans la logique de dire s'il est utile ou pas de réaliser ce projet* », précise cette même source.

C'est bien ce que craignent les élus d'Europe Ecologie -Les Verts (EELV). Tout en prenant acte « *avec satisfaction* » de la création de cette commission, la formation écologiste a demandé au gouvernement des garanties sur sa composition et sur sa feuille de route. Elle en attend une remise à plat du projet, le contexte ayant complètement changé sa déclaration d'utilité publique, en 2009. Reçu mercredi à l'Elysée sur un autre dossier, Pascal Durand, compte en profiter pour réserver « un instant » de son entretien avec le chef de l'Etat au projet NDDL.

Les Echos

Le 27 novembre / Joël Cossardeaux